

# CARTE DE FIDELITE ET DE CREDIT CASTORAMA

## INFOS PRATIQUES POUR VOTRE CARTE DE FIDELITE CASTORAMA

assistancecarte@castorama.fr

OU

09 74 75 01 74

(prix d'un appel local)

Dites « **Fidélité** » puis « **Avantages** »  
(du lundi au samedi de 8h à 20h).

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DE LA CARTE FIDÉLITÉ CASTORAMA

### OBJET DE LA CARTE

La carte de fidélité Castorama (ci-après désignée la carte Castorama) permet à son titulaire, dans les magasins Castorama situés en France, de profiter d'un certain nombre d'avantages exclusifs, (remises spécifiques, promotions...), ainsi que de services et de garanties (conditions générales assurance garanties valant notice d'information disponibles en magasin). Toute utilisation de la carte Castorama vaut acceptation des conditions générales d'utilisation de la carte de fidélité.

### DELIVRANCE DE LA CARTE CASTORAMA

La carte Castorama est délivrée par la société CASTORAMA FRANCE, par l'intermédiaire des magasins CASTORAMA situés en France, sous réserve d'acceptation de la demande (et ce compris le paiement de la cotisation). Elle est proposée dans la limite d'une carte Castorama par personne et est délivrée aux seules personnes majeures capables. Elle demeure la propriété pleine et entière de la société CASTORAMA FRANCE. La carte Castorama est personnelle et nominative. Un email est envoyé au titulaire pour qu'il crée son mot de passe permettant d'accéder au site [www.castorama.fr/fidelite](http://www.castorama.fr/fidelite) pour le suivi et l'utilisation de l'offre de fidélité.

Le Client étant responsable des identifiants confiés, il s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour protéger ses données personnelles à l'égard de tiers non autorisés par ses soins.

Vous pouvez également adhérer à ce programme de fidélité associé à un crédit renouvelable annuellement, avec la carte de fidélité et de crédit.

### EXCLUSION D'UTILISATEURS

Les avantages de la carte Castorama ne sont en aucun cas cumulables avec des avantages liés à un statut professionnel (artisan, administration, collectivités locales ou territoriales, comité d'entreprise...). Le Client reconnaît avoir reçu à ce jour la carte Castorama dont les références figurent dans le présent document.

### DURÉE DE VALIDITÉ - COÛT DE LA CARTE

#### CASTORAMA ET RENOUVELLEMENT

La carte Castorama a une durée de validité d'1 an, valable à compter du paiement d'une cotisation d'un montant de 9,90€ par carte bancaire, en magasin ou sur [castorama.fr](http://castorama.fr) (uniquement pour un renouvellement).

A l'échéance de la cotisation de la carte Castorama, et à défaut de renouvellement, le cumul d'achats est impossible. Toutefois le cumul d'achats acquis avant l'échéance est conservé pendant 6 mois maximum, passé ce délai le cumul d'achats sera irrémédiablement perdu. Néanmoins, le client peut à tout moment renouveler sa cotisation jusqu'à 12 mois après la date d'expiration depuis l'espace client [www.castorama.fr/fidelite](http://www.castorama.fr/fidelite).

### UTILISATION DE LA CARTE CASTORAMA LORS DE

#### VOS ACHATS

**COUPON DE BIENVENUE** : 5% de remise valable sur tous les achats de la journée de votre choix dans les 12 mois suivant l'ouverture de votre carte Castorama. Non cumulable avec toute autre remise (ex : 10% de Fidélité, remise sur une sélection de produit...), les opérations « bons d'achats », les remises à valoir sur un prochain achat. Hors librairie, services, cartes cadeaux, commande en cours. Non valable sur [castorama.fr](http://castorama.fr) et en « Retrait Magasin 2H ».

**CUMUL D'ACHATS** : Castorama offre à ses clients détenteurs de la carte Castorama la possibilité de cumuler des achats à chaque passage en caisse sous condition de présentation de la carte de fidélité. Chaque euro dépensé s'ajoute au cumul d'achats. Pour toute commande, le cumul d'achats se fera lors du retrait de la marchandise ou au moment de la livraison.

Si le titulaire dispose d'un cumul d'achats et procède à un retour de marchandises, le montant du retour sera déduit du montant cumulé d'achats. Le cumul d'achat n'a pas de valeur marchande ou patrimoniale et ne pourra en aucun cas être converti en espèces.

**COUPON FIDELITE 10%** : Tous les 1500€ cumulés, le client perçoit un coupon fidélité de 10%. Le solde est alors remis à jour. Le coupon fidélité de 10% est valable sur tous les achats de la journée de votre choix dans les 12 mois à compter de sa date d'émission. Non cumulable avec toute autre remise (ex : 5 ou 10% de Fidélité, remise sur une sélection de produit...), les opérations bons d'achats, les remises à valoir sur un prochain achat. Hors librairie, services, cartes cadeaux, commande en cours. Non valable sur [castorama.fr](http://castorama.fr) et en « Retrait Magasin 2H ».

### OFFRE D'ABONNEMENT UNI-MEDIAS

La délivrance de la carte fidélité Castorama ouvre le droit de souscrire à un abonnement à une, deux ou trois revues d'Uni-médias. L'abonnement est réversible à tout moment. Pour connaître les titres disponibles et leur coût, rendez-vous en magasin ou sur votre bulletin d'adhésion. L'abonnement est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an.

Le titulaire de l'abonnement sera informé par Uni-médias de tout changement de tarif 2 mois avant son entrée en vigueur. Le titulaire de l'abonnement est également informé qu'il pourra être contacté en vue de fournir ses nouvelles coordonnées bancaires suite à l'expiration de la carte utilisée au moment de la souscription à l'abonnement en cours afin que l'abonnement puisse continuer à lui être servi, ce qui nécessite que les prélèvements puissent être réalisés par les sociétés travaillant pour le compte d'Uni-médias.

Dans l'hypothèse où l'abonnement serait souscrit par un client professionnel, Castorama pourra immédiatement éditor à sa demande, une facture du premier prélèvement qui se fera en même temps que celui de la souscription à la carte fidélité CASTORAMA. Il pourra ensuite recevoir une fois par an, à sa demande, une facture acquittée pour son ou ses abonnements, par simple demande à l'adresse mail suivante : [service.clients@uni-medias.com](mailto:service.clients@uni-medias.com).

Vos données sont traitées par Uni-médias pour les finalités suivantes : traitement de votre commande, gestion de la relation client et envoi d'offres commerciales. Elles seront conservées pour les finalités évoquées ci-dessus pendant les durées de prescription légale applicables et pour une durée maximale de 3 ans à

compter de la fin de votre relation commerciale avec Uni-médias.

Vos données pourront être destinées à toute entité du Groupe Crédit Agricole pour les finalités décrites ci-dessus.

Conformément à la réglementation applicable <https://www.cnll.fr/fr/loi-78-17-du-6-janvier-1978-modifiee>, vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant, les faire rectifier ou supprimer, et exercer votre droit à la portabilité, en écrivant à Uni-médias – DPO – 22 rue Letellier 75739 Paris cedex 15 ou à service.clients@uni-medias.com. Vous pouvez vous opposer à tout moment à recevoir nos sollicitations en nous contactant ou en cliquant sur le lien d'opposition figurant dans nos courriers électroniques. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre politique de protection des données personnelles disponible personnellement disponible sur kiosque.uni-medias.com.

**En cas de réclamation restée sans réponse auprès du service clientèle d'Uni-Médias, vous pouvez contacter un médiateur :**

- par courrier postal à l'adresse suivante : Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris, 39 avenue D Franklin Roosevelt – 75008 – Paris

- ou par courrier électronique à [consommation@cmap.fr](mailto:consommation@cmap.fr)

### RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE DE LA CARTE

#### CASTORAMA - RESPONSABILITÉ DE CASTORAMA

Le titulaire de la carte Castorama est responsable de l'utilisation de la carte Castorama. En cas de perte ou de vol, le titulaire de la carte Castorama devra déclarer la perte ou le vol de sa carte Castorama en magasin, et se verra envoyer par courrier à son domicile une carte Castorama de remplacement. La première carte Castorama de remplacement est gratuite. CASTORAMA FRANCE se réserve le droit de modifier, interrompre ou annuler la carte Castorama à tout moment, si elle estime que les circonstances l'exigent, notamment en cas de force majeure, et sans que la moindre indemnisation ne puisse lui être réclamée. Tout titulaire de la carte Castorama a droit sans formalité, aux nouveaux avantages pouvant être proposés pendant la durée de validité de sa carte Castorama.

Si le titulaire souhaite résilier sa carte Castorama, il doit en faire la demande à [assistancecarte@castorama.fr](mailto:assistancecarte@castorama.fr) ou se rendre en magasin.

### SANCTIONS

Tout usage abusif ou frauduleux de la carte Castorama est passible des sanctions prévues par la loi.

### INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Toutes les informations recueillies lors de la délivrance de la carte Castorama sont nécessaires à l'attribution d'une carte Castorama, à sa gestion ou pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires. Elles sont destinées à CASTORAMA France et à ses partenaires commerciaux. Elles nous permettent également de mieux vous connaître pour adapter notre offre à vos besoins. Le client dispose d'un droit d'accès à ses données à caractère personnel, de rectification, d'effacement, d'opposition et de suppression des données qui seraient inadéquates, incomplètes, équivoques ou obsolètes. Ce droit peut être exercé en contactant simplement le Prestataire par courrier électronique à l'adresse suivante [dad@castorama.fr](mailto:dad@castorama.fr) ou par courrier : CASTORAMA FRANCE - Service Relation Clients - CS 50101 Templemars - 59637 Wattignies Cedex. Notre politique de confidentialité est accessible sur notre site internet à l'adresse <https://www.castorama.fr/info/politique-de-confidentialite/>. **Les données du client seront conservées pour une durée maximale de 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale avec Castorama.**

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DE LA CARTE DE FIDELITE ET DE CREDIT CASTORAMA

## INFOS PRATIQUES

09 74 75 01 74

(prix d'un appel local)

Dites « **Fidélité** » puis « **Financement** »  
(du lundi au samedi de 8h à 20h).

- Être conseillé sur l'utilisation de votre carte
- Connaître la position de votre crédit renouvelable
- Demander un virement
- Demander un nouveau code secret

Dites « **opposition** » (du lundi au vendredi de 9 h à 18h30).

- Faire opposition en cas de perte ou de vol de votre carte Castorama.

Les conditions générales d'utilisation de la carte de Fidélité font partie intégrante des conditions générales d'utilisation de la carte de fidélité et de crédit Castorama.

Le Client a la possibilité de bénéficier du programme de fidélité avec ou sans carte de crédit Castorama. Le montant de la cotisation fidélité est de 9,90 € (valable 1 an). Le programme fidélité offre au Client :

- 5% de bienvenue un jour au choix du client,
- -10% de fidélité tous les 1500€ d'achats
- Des offres privilégiées
- Retour facile
- Mémo achats (historique des achats et les notices des produits)

Et aussi des garanties et services :

- Extension constructeur
- Erreur de coupe
- Information juridique habitat et travaux

Le programme de fidélité est identique que le client détienne une carte de crédit Castorama ou non. Par ailleurs, avec la carte de paiement, une garantie supplémentaire est disponible :

- Garantie dommage matériel accidentel, dite casse sur l'ensemble de la communication à destination des clients.

La carte de crédit Castorama est associée à un crédit renouvelable qui peut être utilisée de 2 façons :

- En payant ses achats chez Castorama au comptant ou à crédit
- En demandant un virement sur son compte bancaire, dans la limite de son montant disponible :

- Par téléphone
- Par internet : [www.castorama.fr](http://www.castorama.fr), rubrique Espace client carte Castorama 7j/7 et 24h/24

Contrat Porteur Carte privative CASTORAMA

CA CONSUMER FINANCE SA, au capital de 554 482 422 euros dont le siège social est sis au 1 rue Victor Basch CS 70001 91068 MASSY Cedex, inscrite au RCS de EVRY sous le N° 542 097 522, ci-après dénommé l'Emetteur, est une société de financement et un établissement de paiement soumis à l'agrément et au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution, 61 rue Tailbot 75436 Paris Cedex 09.

### 1. OBJET DE LA CARTE

La Carte est un instrument de paiement qui permet à son Titulaire, dans les conditions prévues dans le Contrat carte ou dans tout autre document convenu entre les parties, dans le cadre de l'utilisation du crédit renouvelable auquel elle est adossée, de réaliser des opérations de paiement ayant pour finalité d'effectuer des achats auprès de commerçants ou prestataires de services (ci-après « Accepteurs ») agréés par l'Emetteur et acceptant la Carte, en fonction des règles qu'ils ont affichées.

La Carte décrite ci-dessus permet également, le cas échéant, d'avoir accès à d'autres services offerts par l'Emetteur et régis par des dispositions spécifiques. Le Titulaire de la carte «Cb» s'interdit d'en faire un usage différent de ceux décrits ou mentionnés ci-dessus. La Carte est émise pour une utilisation non professionnelle ou commerciale.

### 2. DELIVRANCE DE LA CARTE

La Carte est délivrée par l'Emetteur, dont elle reste la propriété, aux Titulaires d'un crédit renouvelable à leur demande et/ou à celle de leurs mandataires dûment habilités, et sous réserve d'acceptation.

La Carte est rigoureusement personnelle et réservée exclusivement aux particuliers, personnes physiques; son Titulaire doit, dès réception, y apposer obligatoirement sa signature. L'absence de signature sur ladite Carte justifie son refus d'acceptation.

Il est strictement interdit au Titulaire de la prêter ou de s'en déposséder.

Le Titulaire s'interdit d'apporter toute altération fonctionnelle ou physique à la Carte susceptible d'entraver son fonctionnement et celui des Equipements Electroniques tels que notamment les TPE.

### 3. DISPOSITIF DE SECURITE PERSONNALISEE

Les données de sécurité personnalisées sont des données personnalisées fournies au Titulaire de la Carte par l'Emetteur à des fins d'authentification.

#### 1 - Code confidentiel

Un dispositif de sécurité personnalisé est mis à la disposition du Titulaire de la carte, sous la forme d'un code confidentiel qui lui est communiqué confidentiellement, personnellement et uniquement à lui, le cas échéant, selon des modalités convenues entre les parties.

Le Titulaire de la carte doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de sa carte et du code confidentiel et plus généralement de tout autre élément relevant des données de sécurité personnalisées. Il doit donc tenir absolument secret son code confidentiel et ne pas le communiquer à qui que ce soit. Il ne doit pas notamment l'inscrire sur la carte, ni sur tout autre document. Il doit veiller à le composer à l'abri des regards indiscrets.

Il doit utiliser les données de sécurité personnalisées chaque fois qu'il en reçoit l'instruction par les Equipements Electroniques sous peine d'engager sa responsabilité.

Ce code confidentiel lui est indispensable aux fins d'authentification dans l'utilisation d'Equipements Electroniques et les DAB/GAB affichant la marque du Schéma de Cartes utilisé, conçue de façon qu'aucune opération ne puisse être effectuée sans mise en œuvre de ce code confidentiel.

Le nombre d'essais successifs de composition du code confidentiel est limité à trois (3) sur les Equipements Electroniques et les DAB/GAB. Au troisième essai infructueux, le Titulaire de la Carte provoque l'invalidation de la Carte et/ou le cas échéant sa capture.

#### 2 - Autre dispositif de sécurité personnalisé

L'Emetteur peut communiquer d'autres données de sécurité personnalisées au Titulaire de la carte qui doit alors les utiliser.

Lors de paiements en ligne sur les sites portant la mention «Verified by Visa» ou «Mastercard secure code», le Titulaire de la carte devra, en plus des références de la Carte, saisir un code de sécurité à usage unique qui pourra notamment lui être envoyé par SMS (dispositif d'authentification non réjouable).

Le Titulaire de la carte communiquera à l'Emetteur les données à caractère personnel nécessaires à la transmission du code de sécurité à usage unique (numéro de téléphone portable notamment).

Le nombre d'essais successifs de composition du code de sécurité à usage unique est limité à trois (3). Au troisième essai infructueux, ou en absence de saisie du code de sécurité à usage unique après un certain délai, le Titulaire de la carte provoque l'annulation de la transaction en cours sécurisée par ce dispositif d'authentification non réjouable.

Le Titulaire de la carte doit prendre toutes les mesures propres à assurer la confidentialité du code de sécurité à usage unique.

### 4. FORME DU CONSENTEMENT ET IRREVOCABILITE

Les Parties (le Titulaire de la Carte et l'Emetteur) conviennent que le Titulaire donne son consentement pour réaliser une opération de paiement :

- par la frappe de son code confidentiel sur le clavier d'un Equipement Electronique

- par l'apposition de sa signature manuscrite pour confirmer l'opération de paiement,

- ou à distance, le cas échéant, par la communication ou l'utilisation de toute donnée de sécurité personnalisée des données liées à l'utilisation de sa carte,

- l'utilisation d'un dispositif de reconnaissance biométrique (par exemple : capteur d'empreinte digitale sur le téléphone mobile du Titulaire de la Carte).

Dans l'hypothèse où l'Accepteur le propose, il est convenu que le Titulaire de la Carte peut utiliser la Carte pour une série d'opérations de paiements, ci-après appelés « paiements récurrents et/ou échelonnés », pour des achats de biens et/ou de services.

Le Titulaire de la Carte donne son consentement à la série d'opérations :

- à distance par la communication et/ou confirmation des données liées à l'utilisation de la Carte lors de la première opération, et
- le cas échéant via un portefeuille numérique agréé par le(s) Schéma(s).

L'opération de paiement est autorisée si le Titulaire a donné son consentement dans les conditions décrites ci-dessus. Dès ce moment, l'ordre de paiement est irrévocable. Le Titulaire de la Carte peut faire opposition au paiement en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire de l'Accepteur, tant que le compte du prestataire de service de paiement de l'Accepteur n'a pas été crédité du montant de l'opération de paiement.

### 5. MODALITES D'UTILISATION DE LA CARTE

La Carte est un instrument possible de paiement qui ne doit être utilisé que pour régler des achats de biens et des prestations de services ou des dons et cotisations, à des Accepteurs de la Carte.

Ces opérations de paiement sont possibles dans les limites fixées et notifiées par l'Emetteur dans les conditions particulières de fonctionnement. Ces dernières sont remises sur support papier au Titulaire de la carte ou consultables sur Internet.

Les paiements par Carte sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Accepteurs. Ces conditions et procédures comportent en principe un contrôle des données de sécurité personnalisées et sous certaines conditions une demande d'autorisation. Lorsque ces conditions et procédures impliquent la signature par le Titulaire d'un justificatif émis par l'Accepteur et que

la Carte fournie par l'Emetteur prévoit l'apposition de la signature, la vérification de la conformité de cette signature par rapport au spécimen déposé sur la Carte incombe à l'Accepteur. Les opérations de paiement reçues par l'Emetteur sont automatiquement débitées du crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte et par suite sur le compte bancaire du Titulaire selon les dispositions convenues entre le Titulaire du crédit renouvelable et l'Emetteur. L'Emetteur a la faculté de débiter immédiatement le compte bancaire du Titulaire du montant des opérations de paiement effectuées à l'aide de la Carte en cas de décès, d'incapacité juridique du Titulaire, d'incidents de paiement, de résiliation du crédit renouvelable ou de retrait de la Carte par l'Emetteur, décision qui sera notifiée au Titulaire. En outre, l'Emetteur a la faculté de débiter immédiatement le crédit renouvelable du montant des opérations de paiement réalisées au moyen de la Carte si le cumul des opérations de paiement dépasse les limites fixées et notifiées par l'Emetteur. Pour les ordres de paiement donnés en ligne, le cas échéant, le Titulaire peut être tenu de respecter une procédure sécuritaire selon les modalités convenues avec l'Emetteur. Pour les opérations de paiement initiées à distance, le Titulaire de la Carte est tenu de respecter une procédure sécuritaire selon les modalités convenues avec l'Emetteur de la Carte. Le Titulaire doit, préalablement à chaque opération de paiement et sous sa responsabilité, s'assurer pour tout paiement de l'existence sur son crédit renouvelable d'un montant de crédit suffisant et disponible, et le maintenir jusqu'au débit correspondant. En cas de Carte à débit différé, le Titulaire doit s'assurer que le jour du débit des règlements par Carte, le compte présente un solde suffisant et disponible. Le montant détaillé (montant, commissions, ...) sauf exception, des opérations de paiement par Carte passées ou débit du crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte figure sur le relevé mensuel remis au Titulaire du crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte. L'Emetteur reste étranger à tout différend commercial, c'est-à-dire autre que celui relatif à l'ordre de paiement, pouvant survenir entre le Titulaire et l'Accepteur. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus du Titulaire d'honorer les sommes dues à l'Emetteur.

## 6. RECEPTION ET EXECUTION DE L'ORDRE DE PAIEMENT CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.133-9 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

L'Emetteur informe le Titulaire que l'ordre de paiement est reçu par l'Emetteur au moment où il lui est communiqué par le prestataire de services de paiement de l'Accepteur à travers le système de compensation ou de règlement dudit ordre de paiement. L'Emetteur dispose, à compter de ce moment de réception d'un délai d'un jour ouvrable pour créer le compte du prestataire de service de paiement de l'Accepteur de la Carte.

## 7. RESPONSABILITE DE L'EMETTEUR

7.1 - Lorsque le Titulaire ne avoir donné son consentement pour réaliser une opération de paiement, il appartient à l'Emetteur d'apporter la preuve que l'opération a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée conformément à l'état de l'art et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique. Cette preuve peut être apportée par tous moyens, notamment par les enregistrements des Equipements Electroniques ou leur reproduction sur un support informatique de l'utilisation de la Carte et du dispositif de sécurité personnalisé. L'Emetteur peut utiliser ces enregistrements comme justification de leur imputation. 7.2 - L'Emetteur est responsable des pertes directes encourues par le Titulaire dues à une déficience technique du système sur lequel l'Emetteur a un contrôle direct. Toutefois, l'Emetteur n'est pas tenu pour responsable d'une perte due à une déficience technique du système, si celle-ci est signalée au Titulaire.

## 8. RECEVABILITE DES DEMANDES D'OPPOSITION OU DE BLOCAGE

Pour l'exécution du présent contrat, l'information «de blocage» peut également être désignée par le terme «d'opposition». 8.1 - Dès qu'il a connaissance de la perte ou du vol de la Carte, de son détournement ou de toute utilisation frauduleuse de la Carte ou des données liées à son utilisation, le Titulaire doit en informer sans tarder l'Emetteur aux fins de blocage de sa Carte en indiquant les motifs pour lesquels il demande le blocage. 8.2 - Cette demande d'opposition (ou de blocage) doit être faite immédiatement : à l'Emetteur pendant ses heures d'ouverture, notamment par téléphone, courriel, Internet, télécopie, ou par déclaration écrite et signée remise sur place ; ou d'une façon générale auprès du Centre d'opposition de l'Emetteur, en appelant le 09 73 323 341 (non surtaxé) / N° de téléphone du magasin (tarif précisé dans les conditions financières communiquées au client). 8.3 - Les éléments permettant de prouver au Titulaire qu'il a procédé à la demande de mise en opposition (ou de blocage) peuvent lui être communiqués jusqu'à 18 (dix-huit) mois à compter de l'information à laquelle il aura procédé. La demande de mise en opposition (ou de blocage) est immédiatement prise en compte. 8.4 - Toute demande d'opposition (ou de blocage) qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration écrite et signée par le Titulaire doit être confirmée sans délai, par lettre remise ou expédiée sous pli recommandé, à l'Emetteur tenant le compte sur lequel fonctionne la carte à l'adresse suivante : CA Consumer Finance - Service Relation Clients - 1 Rue Victor Bosch - CS 70001 - 91068 MASSY CEDEX. En cas de contestation de cette demande d'opposition (ou de blocage), celle-ci sera réputée avoir été effectuée à la date de la réception de la dite lettre par l'Emetteur. 8.5 - L'Emetteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences d'une demande d'opposition (ou de blocage) qui n'emanerait pas du Titulaire. 8.6 - En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de la Carte ou de détournement des données liées à son utilisation, l'Emetteur peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte au Titulaire.

## 9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE ET DE L'EMETTEUR

9.1 - Principe - Le Titulaire doit prendre toute mesure pour conserver sa Carte et préserver la confidentialité des données de sécurité personnalisées qui lui sont attachées. Il doit l'utiliser conformément aux finalités spécifiées à l'article 1. Il assume les conséquences de l'utilisation de la Carte tant qu'il n'a pas fait une demande d'opposition (ou de blocage) dans les conditions prévues à l'article précédent. 9.2 - Opérations non autorisées, effectuées avant la demande d'opposition (ou de blocage) : Les opérations consécutives à la perte ou au vol de la Carte sont à la charge du Titulaire dans la limite de cinquante euros [50€]. Toutefois, sa responsabilité n'est pas engagée :

- en cas d'opération de paiement effectuée sans utilisation des données de sécurité personnalisées ;
- dans le cas où la perte ou le vol de la Carte ne pouvait être détecté par le Titulaire de la Carte avant le paiement ;
- lorsque la perte de la Carte est due à des actes ou à une carence d'un salarié, d'un agent ou d'une succursale de l'Emetteur ou d'une entité vers laquelle l'Emetteur a externalisé ses activités.

Cependant, lorsque le prestataire de services de paiement de l'Accepteur est situé hors de l'EEE et de Saint Pierre et Miquelon ou de Saint-Barthélemy, les opérations consécutives à la perte et vol de la Carte sont à la charge du Titulaire de la Carte, dans la limite de cinquante euros [50€] même en cas d'opérations de paiement effectuées sans utilisation des données de sécurité personnalisées. Les opérations non autorisées du fait de la contrefaçon de la Carte ou de l'utilisation non autorisée des données liées à l'utilisation de la Carte sont à la charge de l'Emetteur. 9.3 - Opérations non autorisées, effectuées après la demande d'opposition (ou de blocage) : Elles sont également à la charge de l'Emetteur, à l'exception de celles effectuées par le Titulaire de la Carte. 9.4 - Exceptions : Toutes les opérations non autorisées sont à la charge du Titulaire de la Carte sans limitation de montant.

\* s'il n'a pas satisfait intentionnellement ou manquement intentionnel ou par négligence grave aux obligations visées aux articles 2, 3, 8 et 9 ; notamment en cas d'opposition tardive c'est-à-dire non effectuée dans les meilleurs délais compte-tenu des habitudes d'utilisation de la Carte.

\* s'il a agit frauduleusement.

## 10. RESPONSABILITE DU OU DES TITULAIRES

Le Titulaire du crédit renouvelable, lorsqu'il n'est pas Titulaire de la Carte, est solidairement et indivisiblement tenu des conséquences financières résultant de la responsabilité du Titulaire de la Carte au titre de la conservation de la Carte et de son dispositif de sécurité personnalisé, notamment les données de sécurité personnalisées, et de leur utilisation jusqu'à la restitution de la Carte à l'Emetteur.

## 11. DUREE DU CONTRAT ET RESILIATION

11.1 - Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée. Il sera résilié de plein droit en cas de résiliation du crédit renouvelable associé. 11.2 - Il peut être résilié à tout moment par écrit par le Titulaire ou par l'Emetteur. Au-delà de six (6) mois à compter de sa conclusion, le présent contrat est résiliable sans frais. La résiliation par le Titulaire de la Carte prend effet 30 (trente) jours après la date d'envoi de sa notification à l'Emetteur. La résiliation par l'Emetteur prend effet 2 (deux) mois après la date d'envoi de sa notification au Titulaire de la Carte. Les Parties ont le droit, à tout moment, de résilier le présent Contrat en cas de manquement aux obligations de l'autre partie. Cette résiliation prendra effet à réception de la notification faite par l'une des parties à l'autre des parties, par écrit ou tout support durable. 11.3 - En cas de résiliation, le Titulaire s'engage à restituer ou à détruire sur demande la ou les Cartes, et à respecter l'ensemble de ses obligations contractuelles jusqu'à ce que la résiliation devienne effective. 11.4 - A compter de la résiliation, le Titulaire de la Carte n'a plus le droit de l'utiliser et l'Emetteur peut prendre toutes les mesures utiles pour ce faire.

## 12. DUREE DE VALIDITE DE LA CARTE - RENOUELEMENT, BLOCAGE, RETRAIT ET RESTITUTION DE LA CARTE

1 - La Carte comporte une durée de validité dont l'échéance est inscrite sur la Carte elle-même. La durée limitée de la validité de la Carte répondant notamment à des nécessités techniques et sécuritaires, elle n'a pas de conséquence sur la durée indéterminée du présent contrat. 2 - A sa date d'échéance, la Carte fait l'objet d'un renouvellement automatique du support, sauf si le contrat a été résilié dans les conditions prévues à l'article précédent. 3 - L'Emetteur informera le Titulaire de la Carte en cas de soupçon de fraude, ou de fraude avérée ou de menace pour la sécurité par téléphone, courriel, SMS ou tout autre canal de communication convenu entre les parties. 4 - Outre les cas de blocage résultant de la gestion du crédit renouvelable, l'Emetteur peut bloquer la Carte pour des raisons de sécurité ou de présomption d'opération non autorisée ou frauduleuse ou en cas de risque sensiblement accru ou avéré que le Titulaire de la Carte soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement. 5 - Cette décision de blocage est motivée et notifiée dans tous les cas au Titulaire de la Carte et du crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte par une simple lettre simple. 6 - Dans ces cas l'Emetteur peut retirer ou faire retirer la Carte par un Accepteur de la Carte ou par un établissement dûment habilité à fournir des services de paiement. 7 - Le Titulaire de la Carte s'oblige, en conséquence, à la restituer à la première demande et s'interdit d'en faire usage. La résiliation du crédit renouvelable sur lequel fonctionne(n) une ou plusieurs Cartes entraîne l'obligation de la (les) restituer.

## 13. RECLAMATIONS

1 - Le Titulaire procède sans tarder auprès de l'Emetteur à toute réclamation en cas d'opération non autorisée ou mal exécutée, si possible en présentant le ticket émis par le TPE ou un justificatif de l'ordre de paiement sur lequel porte le litige. En cas de réclamation suite à la perte, au vol, au détournement ou à toute utilisation frauduleuse de la Carte ou des données liées à son utilisation, celle-ci doit se faire conformément à l'article 8. En tout état de cause, posséder un délai 13 (treize) mois à compter de la date du débit de l'ordre de paiement contesté, la réclamation est irrecevable. 2 - Les réclamations qui portent sur le prix des biens ou services achetés ne sont pas recevables auprès de l'Emetteur. Seules celles qui portent sur l'absence ou la mauvaise exécution de l'ordre de paiement donné par le Titulaire de la Carte à l'Emetteur sont visées par le présent article. Par dérogation, le Titulaire a le droit au remboursement d'une opération de paiement autorisée si l'autorisation donnée n'indiquait pas le montant exact de l'opération et si le montant de l'opération de paiement dépasse le montant auquel le Titulaire pouvait raisonnablement s'attendre. Dans ce cas, l'Emetteur peut demander au Titulaire de fournir tous les éléments relatifs au remboursement demandé. La demande de remboursement doit être présentée avant l'expiration d'une période de 8 (huit) semaines à compter de la date du débit de l'ordre de paiement objet de la demande de remboursement sur le crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte. L'Emetteur dispose d'un délai de 10 (dix) jours ouvrables à compter de la réception de la demande de remboursement pour effectuer le remboursement ou pour justifier son refus d'y procéder. 3 - Les parties conviennent d'apporter les meilleurs soins à leur information réciproque sur les conditions d'exécution de l'opération. Le cas échéant, et notamment en cas de fraude ou de suspicion de fraude commise par un tiers identifié ou non, l'Emetteur peut demander un récépissé ou une copie d'un dépôt de plainte.

## 14. REMBOURSEMENT DES OPERATIONS NON AUTORISEES OU MAL EXECUTEES

### 1 - Opération de paiement non autorisée

Le Titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, est remboursé immédiatement et au plus tard, le premier jour ouvrable suivant la réception de la contestation de l'opération :

- du montant de l'opération contestée de bonne foi par le Titulaire de la Carte dans le cas de perte et/ou vol, d'utilisation frauduleuse et/ou de détournement de sa Carte et des données qui y sont liées, survenue avant la demande d'opposition (ou de blocage) conformément à l'article 10 ;
- du montant de l'opération contestée de bonne foi par le Titulaire de la Carte, survenue après la demande d'opposition (ou de blocage) conformément à l'article «Recevabilité des demandes d'oppositions et de blocage».

Toutefois, conformément aux dispositions légales, l'Emetteur ne procédera pas au remboursement dans le délai susvisé s'il a de bonnes raisons de soupçonner une fraude du Titulaire de la Carte. Dans ce cas, l'Emetteur en informe la Banque de France.

Le Titulaire de la Carte autorise dès à présent l'Emetteur à rectifier les écritures par le biais d'une contrepassation, c'est-à-dire en passant une écriture en sens inverse de celle qu'il y a eu lieu de rectifier dans le cas où, après remboursement par l'Emetteur, il était établi que l'opération était en réalité autorisée par le Titulaire de la Carte ou due à une fraude, un manquement intentionnel ou une négligence grave du Titulaire de la Carte en application de l'article 12.4. Cette contrepassation sera réalisée en informant le Titulaire de la Carte.

### 2 - Opération de paiement mal exécutée

Le Titulaire de la Carte et/ou du compte sur lequel fonctionne la Carte, est remboursé, si besoin et sans tarder, du montant de l'opération mal exécutée.

### 3 - Dispositions communes

Dans tous les cas énumérés ci-dessus, le compte débité est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu, et à bonne date de valeur.

## 15. CONDITIONS FINANCIERES

15.1 - La Carte est délivrée gratuitement. Au cours du mois de janvier de chaque année, un document récapitulant le total des sommes perçues par l'Emetteur au cours de l'année civile précédente au titre du présent contrat sera mis à disposition du Titulaire sur support papier ou tout autre support durable. 15.2 - Les autres conditions financières sont fixées et notifiées par l'Emetteur dans les conditions particulières de fonctionnement. Ces dernières sont remises sur support papier au Titulaire de la carte ou consultables sur Internet. L'accès aux avantages fidélité est soumis aux conditions financières de la carte de fidélité Castorama.

## 16. SANCTIONS

Toute fausse déclaration est passible des sanctions prévues par la loi. Toute fausse déclaration ou usage abusif de la Carte peut également entraîner la résiliation du présent contrat. Tous frais et dépenses réels engagés pour le recouvrement forcé en vertu d'un titre exécutoire des opérations sont à la charge solidairement du Titulaire de la Carte et du crédit renouvelable concerné sur lequel fonctionne la Carte.

## 17. MODIFICATIONS DES CONDITIONS DU CONTRAT

L'Emetteur se réserve le droit d'apporter des modifications, notamment tarifaires, au présent contrat, qui seront communiquées par écrit au Titulaire, 2 (deux) mois avant la date de leur entrée en vigueur. L'absence de contestation notifiée à l'Emetteur avant l'expiration du délai précité vaut acceptation de ces modifications. Dans le cas où le Titulaire n'accepte pas les modifications, il a le droit de résilier immédiatement et sans frais le présent contrat.

A tout moment de la relation contractuelle, le Titulaire a le droit de demander à l'Emetteur de recevoir sans frais sur support papier ou sur tout autre support durable, un exemplaire du Contrat.

## 18. INFORMATIQUE, FICHIERS ET LIBERTES ET SECRET BANCAIRE

18.1 - Les informations personnelles recueillies par l'Emetteur (ou par toute personne mandatée par ses soins), en sa qualité de responsable du traitement, dans le cadre de ce contrat ainsi que celles figurant sur la Carte et celles relatives aux opérations effectuées au moyen de celle-ci, et plus généralement les informations recueillies au cours de la relation financière sont nécessaires à la délivrance et à la gestion de la Carte. Ces informations ainsi que les opérations effectuées au moyen de votre Carte pourront faire l'objet de traitements informatisés, pour les finalités et dans les conditions ci-dessus précisées. Elles seront principalement utilisées par l'Emetteur pour les finalités suivantes : fabrication de la Carte, gestion de son fonctionnement, connaissance du client, gestion de la relation financière, recouvrement, prospection et animation commerciale, études statistiques, évaluation et gestion du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude.

18.2 - Le Titulaire de la Carte est informé que les finalités mentionnées ci-dessus peuvent nécessiter une transmission de données à caractère personnel à des entités situées dans des pays dont la législation n'offre pas de protection équivalente à la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe et à la Loi dite «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi du 4 août 2004.

Ces informations pourront, le cas échéant, être transmises aux autorités locales, conformément à la législation en vigueur. En conséquence, le Titulaire de la Carte autorise par la présente et de manière expresse l'Emetteur à transmettre des données personnelles le concernant aux seules finalités mentionnées ci-dessus.

18.3 - Le Titulaire de Carte autorise l'Emetteur à diffuser ou à faire diffuser auprès des commerçants, des institutions financières, organisations techniques intéressées au fonctionnement de la Carte, les mentions figurant sur la Carte si elle est perdue ou volée, ainsi que son adresse si elle était utilisée abusivement. Le Titulaire autorise l'Emetteur à communiquer aux institutions financières, et d'une manière générale à tous les organismes techniques intéressés à la fabrication et au fonctionnement de la Carte, les informations relatives au traitement des opérations, effectuées au moyen de sa Carte. Vos opérations et données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel l'Emetteur est tenu. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, l'Emetteur est parfois tenu de communiquer des informations à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. 18.4 - Vous pouvez, à tout moment, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, accéder aux informations vous concernant, les faire rectifier, vous opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation par l'Emetteur, à des fins commerciales, en écrivant par lettre simple au Service Consommateur de l'adresse suivante : CA Consumer Finance - Service consommateur 1 Rue Victor Bosch - CS 70001 - 91068 MASSY CEDEX. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Vous pouvez également vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site [www.bloctel.gouv.fr](http://www.bloctel.gouv.fr).

## 19. MEDIATION ET DROIT APPLICABLE

Le service Clientèle répond au Titulaire de la Carte, sur support papier ou sur un support durable convenu avec le Titulaire de la Carte, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de la réclamation. Si une réponse ne peut être exceptionnellement donnée dans ce délai de 15 jours pour des raisons échappant au contrôle de l'Emetteur, celui-ci envoie une réponse d'attente motivant le délai complémentaire nécessaire et précisant la date ultime à laquelle le Titulaire de la Carte recevra une réponse définitive. Cette réponse définitive devra lui être adressée dans les trente-cinq jours ouvrables suivant la réception de la réclamation.

Dans le cas d'un litige entre le Titulaire et l'Emetteur découlant du présent contrat, un service de médiation, est à disposition du Titulaire qui peut le saisir en se conformant aux règles figurant dans le contrat de crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte.

Le présent contrat, ainsi que les relations précontractuelles sont rédigés en langue française. La loi applicable et le tribunal compétent sont ceux mentionnés dans le contrat de crédit renouvelable sur lequel fonctionne la Carte.

## 20. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE TERRORISME, LA CORRUPTION ET LA FRAUDE- RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

L'Emetteur est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement, à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ses clients. L'Emetteur est également tenu d'agir conformément aux lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive relative à un embargo, au gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés émis, administrés ou mises en application par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le bureau de contrôle des Actifs Étrangers rattaché au Département du Trésor, l'OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les « Sanctions Internationales»). L'Emetteur peut être amené à suspendre ou rejeter une opération de paiement ou de transfert émise et/ou reçue, qui pourrait être ou qui, selon son analyse, serait susceptible d'être, sanctionnée par toute autorité compétente, ou le cas échéant, à bloquer les fonds et les comptes du Titulaire. L'Emetteur peut être amené à demander au Titulaire de lui fournir des informations concernant les circonstances et le contexte d'une opération tels que la nature, la destination et la provenance des mouvements des fonds, ainsi que des justificatifs nécessaires pour appuyer ces explications, notamment en cas d'opération particulière par rapport aux opérations habituellement enregistrées sur son compte. Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement les informations exigées. Tant que le Titulaire n'a pas fourni les informations demandées par l'Emetteur ou que les informations ne sont pas jugées suffisantes, l'Emetteur se réserve le droit de ne pas exécuter ses instructions. L'Emetteur peut également être amené à réaliser des investigations dans le cadre de la réalisation de toute opération qui pourrait être ou qui, selon son analyse, serait susceptible d'être, sanctionnée par toute autorité compétente, conduisant le cas échéant, à retarder l'exécution des instructions du Titulaire.

# ASSURANCES GARANTIES CRÉALFI

## Carte de fidélité CASTORAMA

### Conditions générales valant notice d'information

Conditions générales valant notice d'information des contrats d'assurance n°707 01 05 73 02, n°707 01 05 13 02 et n° 10313832604 (ci-après désignés le « Contrat d'assurance ») régis par le code des assurances et :

- souscrits par **CREALFI** SAS au capital de 15 641 550 euros, ayant son siège social sis 1 rue Victor Basch – CS 70001 – 91068 Mossy Cedex, immatriculée sous le n°437 604 770 au RCS d'Évry, **pour le compte des clients des enseignes Castorama titulaires d'une Carte Castorama**. CREALFI sera ci-après dénommée le « Souscripteur »
- par l'intermédiaire d'**EDA** SAS au capital de 50 000 euros, ayant son siège social sis 1 rue Victor Basch – CS 70001 – 91068 Mossy Cedex, immatriculée sous le n°542 097 522 au RCS d'Évry, société de courtage en assurance immatriculée à l'ORIAS sous le n°07 008 288.

Pour la garantie Information Juridique par Téléphone :

- Auprès de JURIDICA, SA au capital de 14 627 854,68 euros, entreprise régie par le Code des assurances, ayant son siège social 1 place Victorien Sardou, 78160 Marly-le-Roi, immatriculée sous le numéro 572 079 150 au RCS de Versailles.

JURIDICA sera ci-après dénommée l'« Assureur de Protection Juridique »

Pour les garanties Erreur de coupe, prolongation de la Garantie constructeur et Dommage Matériel Accidentel :

- Auprès de FINAREF RISQUES DIVERS, SA au capital de 29 400 000 euros entièrement libéré, entreprise régie par le code des assurances, ayant son siège social sis Immeuble Romarin, 40 Allée Vauban - 59110 La Madeleine, immatriculée sous le n° 329 664 247 au RCS de Lille Métropole.

FINAREF RISQUES DIVERS sera ci-après dénommée l'« Assureur FRD ».

- Gérés par **SPB** SAS au capital de 1 000 000 euros, ayant son siège social sis 71 Quai Colbert - 76600 Le Havre, immatriculée sous le n° 305 109 779 au RCS du Havre, société de courtage en assurance immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 002 642. SPB sera ci-après dénommée « SPB/Assurance Garanties CREALFI ».

EDA, FINAREF RISQUES DIVERS, JURIDICA et SPB sont soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest, CS 92459, 75 936 Paris Cedex 09.

CREALFI, EDA et FINAREF RISQUES DIVERS font partie du groupe Crédit Agricole.

## ARTICLE 1 : INFORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

Le Souscripteur a souscrit le Contrat d'assurance auprès des assureurs en son nom et pour le compte des clients des enseignes Castorama titulaires d'une Carte Castorama.

Les présentes conditions générales recapitulent le contenu des garanties, leurs modalités d'entrée en vigueur, leurs champs d'application, ainsi que les formalités à accomplir par le Bénéficiaire pour déclarer un Sinistre au titre du Contrat d'assurance.

SPB Assurance Garanties CREALFI est l'interlocuteur privilégié du Bénéficiaire pour toute information relative au Contrat d'assurance, pour les garanties Erreur de coupe, prolongation de la Garantie constructeur et Dommage Matériel Accidentel. Toutes demandes de renseignements, de précisions complémentaires et toutes déclarations de Sinistres au titre de ces garanties devront être ainsi être adressées à :

SPB - Assurance Garanties CREALFI  
76095 LE HAVRE Cedex

**09 74 75 01 74**

(prix d'un appel local)

(Dites « Fidélité » puis « Financement »)

Fax : **0 820 901 560**

e-mail : [garanties.crealfi@spb.eu](mailto:garanties.crealfi@spb.eu)

L'accueil téléphonique est ouvert du lundi au dimanche de 9 h à 20 h.

## ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

• **Accident** : Tout événement soudain, imprévu, irrésistible, extérieur au Bénéficiaire et au Bien assuré et constituant la cause exclusive du Dommage matériel accidentel subi par le Bien assuré.

• **Accidents d'ordre électrique** : Accident résultant des effets du courant électrique, qu'il s'agisse d'échauffement, court-circuit, chute de tension, induction, défaillance d'isolement, et de l'influence de l'électricité atmosphérique.

• **Bénéficiaire** : Personne physique titulaire d'une Carte Castorama en cours de validité ayant la qualité d'assuré pour compte au titre du présent contrat d'assurance.

• **Bien assuré** : Tout bien matériel mobilier dont le prix de vente est supérieur à cinquante (50,00) euros TTC, acheté neuf par le Bénéficiaire pendant la période de validité des garanties, en ayant recours à sa Carte Castorama, soit en mode paiement pour la carte de fidélité et de crédit Castorama, soit en mode enregistrement dans le programme de fidélité pour la carte de fidélité Castorama, dans un magasin Castorama situé en France ou sur le site [www.castorama.fr](http://www.castorama.fr) (y compris les commandes Casto Drive) et ayant donné lieu à une facture de la société Castorama portant les références du Bien assuré et le numéro de Carte Castorama.

Où, le Bien de remplacement sous réserve du respect des formalités détaillées ci-après à l'article 10 « Déclaration des circonstances nouvelles » des présentes conditions générales.

• **Bien de remplacement** : Bien neuf de modèle identique ou Bien assuré ou, si ce bien n'est plus commercialisé ou disponible, un bien neuf équivalent « iso-fonctionnel », c'est-à-dire possédant au minimum les mêmes caractéristiques techniques principales (à l'exception des caractéristiques de poids, de taille, de marque, de coloris ou de design) fourni au Bénéficiaire en remplacement du Bien assuré soit par l'Assureur FRD (ou son délégataire SPB/Assurance Garanties CREALFI), en cas de Sinistre garanti au titre du Contrat d'assurance, soit par le constructeur du bien ou Castorama dans le cadre des garanties constructeur ou distributeur. **La valeur du Bien de remplacement ne pourra pas dépasser la Valeur de remplacement du Bien assuré à la date du Sinistre.**

• **Carte Castorama** : Désigne la carte de fidélité Castorama ou la carte de fidélité et de crédit Castorama, en cours de validité, émise par la société Castorama France par l'intermédiaire des magasins Castorama situés en France.

• **Déchéance** : Sanction consistant à priver le Bénéficiaire du bénéfice des garanties prévues au Contrat d'assurance en cas de non-respect de l'une de ses obligations détaillées au sein des présentes conditions générales.

• **Dommage Matériel Accidentel** : Toute destruction ou détérioration, totale ou partielle, extérieurement visible, nuisant au bon fonctionnement du Bien assuré, et résultant d'un Accident

• **Erreur de coupe** : Erreur de découpe effectuée par le Bénéficiaire ou l'utilisateur du Bien assuré avec le consentement du Bénéficiaire.

• **Garantie constructeur** : Désigne les garanties légales (garantie légale de conformité du bien, garantie légale des vices cachés) et le cas échéant les garanties commerciales (également appelée garantie contractuelle) dues au Bénéficiaire par le constructeur ou le vendeur professionnel du Bien assuré ou du Bien de remplacement.

• **Indemnité** : Montant versé par l'Assureur FRD au Bénéficiaire à l'occasion d'un Sinistre en cas d'indisponibilité du Bien de remplacement, en application des dispositions du Contrat d'assurance, et dont le montant ne peut pas dépasser la Valeur de remplacement du Bien assuré

• **Panne** : Dommage nuisant au bon fonctionnement du Bien assuré et ayant pour origine un phénomène interne ou bien fonction d'ordre électrique, électronique, électromécanique ou électrothermique ou mécanique.

• **Sinistre** : Événement susceptible de mettre en œuvre une ou plusieurs garanties au titre du Contrat d'assurance.

• **Tiers** : Toute personne autre que le Bénéficiaire, son conjoint, concubin ou pacsé, ses ascendants ou descendants, ainsi que toute personne non autorisée par le

Bénéficiaire à utiliser le Bien assuré.

• **Usure** : Détérioration progressive du Bien assuré, ou d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs, du fait de l'usage conforme aux instructions d'utilisation et d'entretien du constructeur qui en est fait.

• **Valeur de remplacement** : Valeur d'achat TTC constatée à la date du Sinistre d'un bien neuf identique au Bien assuré ayant subi le sinistre. **La Valeur de remplacement ne peut pas excéder la valeur d'achat TTC du Bien assuré à sa date d'achat.** Si le Bien de remplacement n'existe plus à la date du Sinistre, la Valeur de remplacement correspond à la dernière valeur d'achat TTC connue du Bien assuré dans la limite de la valeur d'achat TTC du Bien assuré à sa date d'achat.

## ARTICLE 3 : OBJET ET LIMITES DES GARANTIES

Le Contrat d'assurance permet au Bénéficiaire de bénéficier des prestations d'assurance mentionnées ci-dessous au cours d'un Sinistre garanti.

**IMPORTANT :**

• **Dans les limites et conditions du Contrat d'assurance la garantie « Dommage matériel accidentel » est acquise aux seuls Bénéficiaires titulaires de la carte de fidélité et de crédit Castorama.**

• **Les garanties sont acquises dans la limite d'un (1) sinistre par an, au titre des garanties Erreur de coupe, prolongation de la Garantie constructeur et Dommage Matériel Accidentel confondues, à compter de la date de prise d'effet des garanties.**

### 3.1. Garantie Information Juridique par Téléphone

Pour toute question ou difficulté juridique, survenant dans le cadre de la vie privée du Bénéficiaire, il peut contacter l'Assureur de Protection Juridique au

**09 74 75 01 74**

(prix d'un appel local)

du lundi au vendredi de 9h30 à 19h30, sauf jours fériés.

Un juriste le renseigne sur ses droits et obligations, **en droit français**, et l'oriente sur les démarches à entreprendre relatives à l'univers de l'habitat et des travaux, notamment en matière de : Aménagement de l'habitat - Voisinage - Fiscalité - Urbanisme. Dans ces domaines, des juristes répondent par téléphone à toute demande d'ordre juridique.

Les informations juridiques ou les renseignements délivrés sont à caractère documentaire (Article 59, 60 et 66-1 de la loi N°90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de la loi N° 71-130 du 31 décembre 1971, relative à la diffusion, en matière juridique, d'informations à caractère documentaire), ils sont exclusifs de tous avis et conseils et de tout suivi de dossier personnalisé qui restent à l'initiative et de la responsabilité de l'Assuré.

Nous pouvons en aucun cas être tenus pour responsables des interprétations de l'Assuré ni de leurs conséquences éventuelles. Il ne peut en aucun cas s'agir de consultations juridiques ou médicales. Selon les cas, nous orienterons l'Assuré vers les organismes ou les professionnels susceptibles de lui répondre. Les informations fournies dans le cadre de ce service sont des informations à caractère encyclopédique, non personnalisées. En aucun cas, ces informations ne peuvent servir à établir un diagnostic ou un traitement médical, ni à apprécier un traitement médical en cours.

Dans le cas où des recherches approfondies seraient nécessaires et si nous ne pouvons donner immédiatement la réponse, nous rappelons l'Assuré dans les meilleurs délais.

Les personnes qui connaissent des informations que le Bénéficiaire nous communique dans le cadre de sa garantie de protection juridique sont tenues au secret professionnel (article L127-7 du code des assurances).

### 3.2. Garantie Erreur de coupe

• En cas d'Erreur de coupe survenant dans les 30 jours qui suivent la date d'achat du Bien assuré, le Bien assuré sera échangé dans un magasin Castorama désigné par SPB/Assurance Garanties CREALFI par un Bien de remplacement, disponible sur la plate-forme SPB Assurance Garanties CREALFI, et d'une valeur n'excédant pas la Valeur de remplacement du Bien assuré.

• **La garantie est acquise dans la limite de 1 000 € TTC par Sinistre et d'un (1) Sinistre par an, au titre des garanties Erreur de coupe, prolongation de la Garantie constructeur et Dommage Matériel Accidentel confondues, à compter de la date de prise d'effet des garanties.**

• En cas d'Erreur de coupe églement au titre du Bien de remplacement pour la durée de la garantie ci-dessus restant à courir, **sous réserve du respect par le Bénéficiaire des conditions de l'article 10. « Déclaration des circonstances nouvelles ».**

• En cas d'indisponibilité du Bien de remplacement, le Bénéficiaire bénéficiera d'une Indemnité telle que définie à l'article 2 « Définitions ».

### 3.3. Garantie prolongation de la Garantie constructeur

En cas de Panne d'un Bien assuré, à compter de la date d'expiration de la Garantie constructeur (dont la durée ne doit pas être inférieure ou excéder vingt-quatre (24) mois), la garantie couvre, pendant douze (12) mois à compter de ladite date, la réparation du Bien assuré par un service après-vente agréé par SPB/Assurance Garanties CREALFI, **dans la limite de la Valeur de remplacement du Bien assuré.** Lorsque le coût de réparation dépasse la Valeur de remplacement du Bien assuré, le Bien assuré sera échangé dans un magasin CASTORAMA désigné par SPB/Assurance Garanties CREALFI par un Bien de remplacement, disponible sur la plate-forme SPB Assurance Garanties CREALFI, et d'une valeur n'excédant pas la Valeur de remplacement du Bien assuré.

• **La garantie est acquise dans la limite de 1 000 € TTC par Sinistre et d'un (1) sinistre par an, au titre des garanties Erreur de coupe, prolongation de la Garantie constructeur et Dommage Matériel Accidentel confondues, à compter de la date de prise d'effet des garanties.**

• La garantie est accordée également au titre du Bien de remplacement pour la durée de la garantie ci-dessus restant à courir, **sous réserve du respect par le Bénéficiaire des conditions de l'article 10. « Déclaration des circonstances nouvelles ».**

En cas d'indisponibilité du Bien de remplacement, le Bénéficiaire bénéficiera d'une Indemnité telle que définie à l'article 2. « Définitions ».

### 3.4. Garantie Dommage Matériel Accidentel

• **La garantie Dommage Matériel Accidentel est acquise aux seuls Bénéficiaires titulaires de la carte de fidélité et de crédit Castorama dans les conditions et limites détaillées ci-après.**

En cas de Dommage Matériel Accidentel, survenant dans les 30 jours qui suivent la date d'achat du Bien assuré, le bien sera échangé dans un magasin CASTORAMA désigné par SPB/Assurance Garanties CREALFI par un Bien de remplacement, disponible sur la plate-forme SPB Assurance Garanties CREALFI, et d'une valeur n'excédant pas la Valeur de remplacement du Bien assuré.

• **La garantie est acquise pour les Biens assurés dans la limite de 1 000 € TTC par sinistre et d'un (1) sinistre an, au titre des garanties Erreur de coupe, prolongation de la Garantie constructeur et Dommage Matériel Accidentel confondues, à compter de la date de prise d'effet des garanties.**

• La garantie est accordée également au titre du Bien de remplacement pour la durée de garantie ci-dessus restant à courir, **sous réserve du respect par le Bénéficiaire des conditions de l'article 10. « Déclaration des circonstances nouvelles ».**

En cas d'indisponibilité du Bien de remplacement, le Bénéficiaire bénéficiera d'une Indemnité telle que définie à l'article 2 « Définitions ».

## ARTICLE 4 : EXCLUSIONS DES GARANTIES

### 4.1. Exclusions communes à toutes les garanties

Nous ne garantissons pas :

- Les conséquences de la guerre civile ou étrangère, d'insurrection ou de confiscation par les autorités.
- Les conséquences de la désintégration du noyau de l'atome.
- Le fait intentionnel ou dolosif du Bénéficiaire.
- Les préjudices ou pertes financières indirectes subies par le Bénéficiaire pendant ou suite à un Sinistre.
- Les conséquences directes ou indirectes de la destruction ou de la perte des bases de données, de fichiers ou de logiciels du Bien assuré.

### 4.2. Exclusions spécifiques à la garantie Information Juridique par Téléphone

L'engagement de l'Assureur de Protection Juridique ne comprend :

- AUCUNE PRISE EN CHARGE DE FRAIS ET/OU HONORAIRES DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT.
- AUCUNE INFORMATION JURIDIQUE PAR TÉLÉPHONE EN DEHORS DE L'UNIVERS DE L'HABITAT ET DES TRAVAUX.

### 4.3. Exclusions spécifiques à la garantie Erreur de coupe

Nous ne garantissons pas :

- Les biens ne nécessitant pas dans le cadre de leur installation de découpe pour leur mise aux dimensions.
- Les erreurs de métrage par le Bénéficiaire à la commande d'un produit sur-mesure, à savoir un produit non standard réalisé pour répondre à une commande spécifique du fait que les produits standards proposés par Castorama ne permettent pas de répondre aux spécificités de la commande.

### 4.4. Exclusions spécifiques à la garantie Prolongation de la Garantie Constructeur

Nous ne garantissons pas :

- Les Pannes relevant de la Garantie constructeur.
- Les Pannes résultant de la modification des caractéristiques d'origine du Bien assuré.
- Les Pannes imputables à des Accidents d'ordre électrique.
- Les Pannes résultant d'un Dommage Matériel Accidentel.
- Les Dommages Matériels Accidentels.
- Les Pannes liées à la sécheresse externe, à l'oxydation, à la présence de poussières, ou à un excès de température externe.
- Les Pannes liées à l'utilisation de périphériques, consommables ou accessoires non-conformes ou inadaptés au Bien assuré.
- Les Pannes résultant d'une utilisation, d'un branchement, d'une installation et d'un entretien du Bien assuré non conforme aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation normales du Bien assuré.
- Les Pannes relevant des exclusions spécifiques à la Garantie constructeur du Bien assuré mentionnées dans la notice d'utilisation du Bien assuré.
- Les Pannes relevant d'un usage professionnel du Bien assuré dans le cadre des activités professionnelles du Bénéficiaire.
- Les Pannes survenant en cours d'installation ou de montage du Bien assuré ou lorsque celui-ci est confié à un installateur, ou à un réparateur non agréé par SPB/Assurance Garanties CREALFI, ou en cas d'installation ou de montage du Bien assuré non conforme aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation normales du Bien assuré.
- Les Pannes aux accessoires, aux périphériques, à la connectique, aux consommables liés au fonctionnement du Bien assuré (ex : cartouches diverses, piles, batteries, alimentation, chargeur, sac, housse, et plus généralement tout élément connexe ou Bien assuré).
- Les Pannes pour lesquelles le Bénéficiaire ne peut fournir le Bien assuré en panne.
- Les frais de mise en service telle que la livraison et l'installation.
- Les réglages accessibles au Bénéficiaire sans démontage du Bien assuré.
- Les Pannes lorsque le numéro de série du Bien assuré en panne est illisible.

### 4.5. Exclusions spécifiques à la garantie Dommage Matériel Accidentel

Nous ne garantissons pas :

- La végétation (plantes, arbres, arbustes).
- Les biens dont le commerce est interdit par la réglementation.
- Le vol.
- Les Pannes, défaillances ou défauts, imputables à des causes d'origine internes, ou liés à l'Usure ou l'encrassement, quelle qu'en soit la cause, des composants.
- L'oxydation ne résultant pas d'un Accident.
- Les Pannes, défaillance ou défauts imputables à des Accidents d'ordre électrique.
- Les Pannes résultant de la modification des caractéristiques d'origine du Bien assuré.
- Les dommages causés aux parties extérieures au Bien assuré ne nuisant pas au bon fonctionnement de celui-ci telles que les rayures, écaillures, égratignures.
- Les dommages liés à la sécheresse, à l'humidité, à la corrosion, à la présence de poussières, aux surtensions électriques extérieures (foudre) ou à un excès de température.
- Les dommages résultant d'une utilisation, d'un branchement, d'une installation et d'un entretien du Bien assuré non conforme aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation normales du Bien assuré ou de ses supports informatiques.
- Les dommages relevant des garanties du constructeur, du distributeur, ou du monteur.
- Les dommages relevant de défauts de conformité au sens de l'article L. 217-4 du code de la consommation.
- Les dommages relevant des défauts cachés au sens de l'article 1641 du code civil.
- Les dommages subis, quelle qu'en soit la cause, par la documentation papier informatique : manuels utilisateurs, manuels d'installation, manuel de maintenance ou de changement de la configuration informatique.
- Les dommages survenant en cours d'installation ou de montage du Bien assuré ou lorsque celui-ci est confié à un installateur, ou à un réparateur non agréé par SPB/Assurance Garanties CREALFI.
- Les dommages résultant d'un vol ou d'une tentative de vol commis sans Agression ni Effraction.
- Les dommages pour lesquels le Bénéficiaire ne peut fournir le Bien assuré endommagé.
- Les dommages résultant du fait du réparateur dans le cadre de la garantie du constructeur, du distributeur ou du monteur.
- Les dommages aux accessoires et consommables liés au fonctionnement du Bien assuré (ex : cartouches diverses, supports enregistrables, piles, batteries, alimentation, chargeur, sac, housse, et plus généralement tout élément connexe ou Bien assuré).
- Les frais de dévis, de mise en service, de réparation ou d'expédition engagés par le Bénéficiaire sans accord préalable de SPB/Assurance Garanties CREALFI.
- Les conséquences des réglages accessibles au Bénéficiaire, sans démontage du Bien assuré.

## ARTICLE 5 : EN CAS DE SINISTRE ERREUR DE COUPE, PROLONGATION DE LA GARANTIE CONSTRUCTEUR ET DOMMAGE MATERIEL ACCIDENTEL

### 5.1. Déclaration du sinistre à SPB/Assurance Garanties CREALFI

**IMPORTANT – En cas de Sinistre, le Bénéficiaire doit, avant toute chose, déclarer son sinistre à SPB/Assurance garanties CREALFI, par téléphone au :**

**09 74 75 01 74**  
(prix d'un appel local)

(Dites « Fidélité » puis « Garanties »)

ou à défaut, soit par e-mail, soit par fax, soit par courrier, à l'adresse indiquée à l'article 1. « Information des Bénéficiaires » des présentes conditions générales. L'accueil téléphonique est ouvert du lundi au samedi de 8 h à 20 h.

**Le Bénéficiaire doit déclarer le Sinistre dès qu'il en a connaissance, au plus tard :**

- dans les 5 jours ouvrés suivant la date de la connaissance de celui-ci pour toutes les garanties.

**En cas de dépassement par le Bénéficiaire des délais de déclaration mentionnés ci-dessus, l'Assureur FRD peut réduire l'indemnité dans la proportion du préjudice que ce manquement lui aura fait subir.**

**Par ailleurs, le Bénéficiaire doit se conformer aux instructions de SPB/Assurance Garanties CREALFI pour le Bien assuré endommagé et n'effectuer lui-même ou par des tiers aucune réparation sur le bien avant d'avoir contacté SPB/Assurance garanties CREALFI.**

#### 5.2. Pièces justificatives

Le Bénéficiaire devra fournir à SPB/Assurance Garanties CREALFI les pièces justificatives suivantes :

- Le ticket de caisse ou la facture d'achat de la société Castorama détaillée présentant la référence et le montant de chaque Bien assuré ainsi que le numéro de Carte Castorama.
- Un justificatif de l'adhésion du Bénéficiaire à la Carte Castorama présentant la date de son adhésion à la dite carte.
- Un Relevé d'identité Bancaire.
- L'attestation sur l'honneur des circonstances exactes du Sinistre (notamment date, heure et lieu du Sinistre).

Et, plus généralement, le Bénéficiaire devra fournir toutes pièces que l'Assureur FRD estime nécessaires pour apprécier le bien-fondé de la demande d'indemnisation et procéder à l'adite indemnisation.

Par ailleurs, l'Assureur FRD peut demander l'avis d'un expert ou d'un enquêteur, s'il l'estime nécessaire, pour apprécier le Sinistre.

**Si le Bénéficiaire fait intentionnellement de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances, les conséquences du Sinistre ou sur l'état du Bien assuré, ou si le Bénéficiaire produit des documents falsifiés, la garantie ne lui sera pas acquise, et ce pour la totalité du Sinistre. Le Bénéficiaire perd également tout droit à garantie pour la totalité du Sinistre si celui-ci est volontairement provoqué.**

#### 5.3. Règlement des sinistres

Légalement, l'indemnité ne doit pas être une cause d'enrichissement.

Les dommages aux biens sont évalués de gré à gré ou par voie d'expertise. En cas de désaccord sur le montant de l'indemnité, une expertise contradictoire peut être organisée, chaque partie supportant alors les honoraires de son expert. À défaut d'accord entre ces experts, ils font appel à un troisième expert désigné amiablement ou par voie judiciaire, les honoraires de celui-ci étant supportés par moitié par chacune des parties.

Il est convenu que les remboursements et versements effectués ou dus par des tiers payeurs ne se cumulent pas avec les prestations dues par l'Assureur FRD, et viennent en déduction de l'indemnité due.

L'Assureur FRD s'engage, dans les conditions définies par les présentes conditions générales, soit à faire réparer par SPB/Assurance Garanties CREALFI le Bien assuré, soit à faire remplacer par SPB/Assurance Garanties CREALFI le Bien assuré, soit à régler l'indemnité, et ce, dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés à partir de la date à laquelle SPB/Assurance Garanties CREALFI sera en possession de tous les éléments nécessaires au règlement du Sinistre, sauf contraintes particulières de disponibilité des pièces détachées, du Bien de remplacement et sauf expertise diligente par l'Assureur FRD, générant le dépassement dudit délai.

#### 5.4. Propriété de l'Assureur FRD

En application de l'article 117 « Subrogation », le Bien assuré endommagé qui aura fait l'objet d'un remplacement ou du versement d'une Indemnité deviendra de plein droit la propriété de l'Assureur.

## ARTICLE 6 : COTISATION D'ASSURANCE

CREALFI en sa qualité de Souscripteur est seul tenu au paiement des cotisations d'assurance liées aux garanties acquises au Bénéficiaire.

## ARTICLE 7 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DES GARANTIES

Les garanties du Contrat d'assurance prennent effet à compter de la date de prise d'effet de validité de la Carte Castorama du Bénéficiaire.

La Carte Castorama dispose de deux durées de validité :

- **En cas de souscription de la carte de fidélité** : La Carte Castorama est valable pour une durée déterminée de un (1) an.
- **En cas de souscription de la carte de fidélité et de crédit Castorama** : La Carte Castorama est valable pour une durée de un (1) an tacitement reconductible.

Les garanties du Contrat d'assurance sont acquises au Bénéficiaire pour la même durée que la durée de validité de sa Carte Castorama sous réserve des cas de cessation définis à l'article 8 de la présente notice d'information.

**Particularité du déclenchement dans le temps de la Garantie Prolongation de la Garantie Constructeur :**

La garantie est acquise au Bénéficiaire pendant une durée de douze (12) mois à compter de la date d'expiration de la Garantie constructeur sous réserve que le Bien Assuré objet de la Panne ait été acquis par le Bénéficiaire pendant la durée de validité de sa Carte Castorama.

## ARTICLE 8 : CESSATION DES GARANTIES

### 8.1. Dans tous les cas

Les garanties du Contrat d'assurance prennent fin, pour le Bénéficiaire :

- A la date de cessation de validité de sa Carte Castorama, quelle qu'en soit la cause ;
- En cas de résiliation du Contrat d'assurance par l'un des Assureurs ou par le Souscripteur : le Bénéficiaire en sera alors informé au plus tard 2 mois avant la date de résiliation effective.
- En cas de retrait d'agrément d'un Assureur, conformément à l'article L.326-12, alinéa 1 du code des assurances.

### 8.2. Au titre des garanties Erreur de coupe et Damage Matériel Accidentel :

Les garanties Erreur de coupe et Damage Matériel Accidentel sont régies par les conditions de prise d'effet, de durée et de cessation, ci-dessus définies.

Néanmoins, notwithstanding ce qui précède, la durée de la garantie est limitée à 30 jours à compter de la date d'achat du Bien assuré.

En cas d'échange du Bien assuré par un Bien de remplacement, celui-ci est garanti pour la durée de garantie ci-dessus restant à couvrir sous réserve du respect des conditions de l'Article 10. « Déclarations des circonstances nouvelles ».

## ARTICLE 9 : TERRITORIALITÉ

Les garanties du Contrat d'assurance sont acquises au Bénéficiaire pour les Sinistres survenant en France métropolitaine.

## ARTICLE 10 : MODIFICATION D'ADHÉSION

Pendant la période de validité des garanties, le Bénéficiaire doit déclarer à l'Assureur FRD les circonstances nouvelles consécutives soit à un remplacement du Bien assuré (notamment modification du numéro de série, de la marque, du modèle) dans le cadre des présentes garanties d'assurance, ou dans le cadre de la garantie du constructeur ou du distributeur, soit à un changement de nom et/ou d'adresse du Bénéficiaire.

Sous peine de Déchéance du droit à garantie, cette déclaration doit être faite dans les 15 jours à partir du moment où le Bénéficiaire en a eu connaissance, par écrit, à SPB/Assurance Garanties CREALFI à l'adresse indiquée au sein de

**l'Article 1 « Information des Bénéficiaires ».**

## ARTICLE 11 : AUTRES DISPOSITIONS

### 11.1. Droit et langue applicables

Le Contrat d'assurance ainsi que les relations précontractuelles sont régis par le droit français. La langue française s'applique.

### 11.2. Protection des données

#### • Assureur de Protection Juridique

Dans le cadre de la relation du bénéficiaire avec JURIDICA pour un contrat d'assurance, cette dernière va principalement utiliser les données du bénéficiaire pour la passation, la gestion (y compris commerciale) et l'exécution de celui-ci. Elle sera également susceptible de les utiliser (i) dans le cadre de contentieux, (ii) pour la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, (iii) afin de se conformer à une réglementation applicable, ou (iv) pour l'analyse de tout ou partie des données collectées vous concernant, éventuellement croisées avec celles de partenaires choisis, afin d'améliorer nos produits (recherche et développement), évaluer la situation du bénéficiaire ou la prédire (scores d'appétence) et personnaliser son parcours client (offres et publicités ciblées). **Les données relatives à la santé de le bénéficiaire éventuellement recueillies seront exclusivement utilisées pour l'exécution du contrat, ce à quoi le bénéficiaire consent en le signant.** Les données du bénéficiaire seront conservées le temps nécessaire à ces différentes opérations, ou pour la durée spécifiquement prévue par la CNIL (normes pour le secteur de l'assurance) ou la loi (prescriptions légales).

Elles seront uniquement communiquées aux intermédiaires d'assurance, réassureurs, partenaires ou organismes professionnels habilités qui ont besoin d'y avoir accès pour la réalisation de ces opérations. Pour ceux de ces destinataires situés en-dehors de l'Union Européenne, le transfert est limité (i) aux pays listés par la Commission Européenne comme protégeant suffisamment les données ou (ii) une autorisation de transfert a été obtenue auprès de la CNIL par l'Assureur. **Les données relatives à la santé du bénéficiaire éventuellement recueillies ne seront communiquées qu'aux seuls sous-traitants habilités de la société avec laquelle le bénéficiaire a signé son contrat.** Lors de la souscription du contrat, certaines questions sont obligatoires. En cas de fausses déclarations ou d'omissions, les conséquences à l'égard du bénéficiaire pourront être la nullité du contrat souscrit (article L113-8 du Code des assurances) ou la réduction des indemnités versées (article L113-9 du Code des assurances). Nous sommes légalement tenus de vérifier que les données du bénéficiaire sont exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour. Nous pourrions ainsi solliciter le bénéficiaire pour le vérifier ou être amenés à compléter son dossier (par exemple en enregistrant votre email s'il nous a écrit un courrier électronique). Le bénéficiaire peut demander l'accès, la rectification, l'effacement ou la portabilité de ses données, définir des directives relatives à leur sort après son décès, choisir d'en limiter l'usage ou s'opposer à leur traitement. Si le bénéficiaire a donné une autorisation spéciale et expresse pour l'utilisation de certaines de ses données, il pourra la retirer à tout moment sous réserve qu'il ne s'agisse pas d'informations qui conditionnent l'application de son contrat. Le bénéficiaire peut écrire à notre délégué à la protection des données pour exercer ses droits par email (cellulecnil@axa-juridica.com) ou par courrier (JURIDICA – Cellule CNIL – 1 Place Victorien Sardou 78160 MARLY LE ROI). En cas de réclamation, il peut choisir de saisir la CNIL. Pour plus d'informations, consultez : <https://www.juridica.fr/donnees-personnelles-et-cookies/>

#### • Assureur FRD

Les données à caractère personnel concernant le Bénéficiaire, collectées dans le cadre de l'exécution du Contrat d'assurance, sont traitées par FINAREF RISQUES DIVERS, responsable de traitement.

#### a) Finalités de traitement :

Ces données font l'objet d'un traitement sur les bases et pour les finalités suivantes :

- **Au titre de l'exécution du Contrat d'assurance** : Pour l'exécution et la gestion du Contrat d'assurance, l'exercice des recours et la gestion des réclamations et des contentieux, la lutte contre la fraude ;
- **Au titre des obligations légales de l'Assureur FRD, réglementaires et administratives en vigueur** ;
- **En accord avec l'intérêt légitime de l'Assureur FRD** : Pour la réalisation d'enquêtes de satisfaction, l'élaboration de statistiques et études actuelles.

La collecte des données à caractère personnel du Bénéficiaire est nécessaire pour l'exécution et la gestion du contrat d'assurance, sauf indication contraire, toutes les données sont obligatoires.

#### b) Durées de conservation :

Conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles, le Bénéficiaire est informé que ses données à caractère personnel seront conservées, proportionnellement aux finalités décrites et pour les durées suivantes :

- Dans le cadre de l'exécution et de la gestion du Contrat d'assurance, les données sont conservées pour une durée correspondant aux délais de prescription mentionnés au paragraphe « Prescription » des présentes conditions générales, et de manière générale dans le respect des délais de prescription qui résultent, notamment du code des assurances et du code civil et dans le respect des délais relatifs aux obligations légales, réglementaires et administratives de l'Assureur FRD (notamment comptables et fiscales), soit :

• Pour les données liées à l'exécution et la gestion du Contrat d'assurance (à l'exception des pièces comptables ou fiscales) : 2 ans à compter de la fin de validité de la Carte Castorama du Bénéficiaire ;

• Pour les données liées à la gestion des Sinistres (à l'exception des pièces comptables ou fiscales) : 2 ans à compter de la clôture du Sinistre ;

• Pour les pièces comptables ou fiscales liées aux paiements réalisés dans le cadre d'un Sinistre : 10 ans à compter de la fin de validité de la Carte Castorama du Bénéficiaire ;

- Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 6 ans à compter du moment où le responsable de traitement a eu connaissance de l'opération ;

- Dans le cadre des obligations de connaissance client, notamment en respect de la réglementation sur les sanctions internationales : 6 ans à compter de la fin de validité de la Carte Castorama du Bénéficiaire ;

- Dans le cadre de lutte contre la fraude : 6 mois à compter de l'alerte pour les alertes non pertinentes. Pour les alertes pertinentes, la durée de conservation est de 5 ans à compter de la clôture du dossier de fraude ou prescription légale applicable en cas de poursuite.

#### c) Destinataires des données :

Les destinataires de ces données sont : le Souscripteur du Contrat d'assurance, l'intermédiaire d'assurance auprès duquel la souscription du Contrat d'assurance a été réalisée et le cas échéant, les co-assureurs et ré-assureurs, autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, ainsi qu'à une ou plusieurs sociétés du Groupe Crédit Agricole, chargées de la gestion et de la prévention des risques opérationnels (lutte contre le blanchiment de capitaux, évaluation des risques) ou bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, sans possibilité d'opposition de la part du Bénéficiaire. Ces données sont également communiquées aux sous-traitants de l'Assureur FRD, dont la liste peut être communiquée au Bénéficiaire sur simple demande de sa part selon les modalités précisées ci-après.

Les données pourront également être communiquées aux autres entités assurances du Groupe dans le seul et unique but d'une meilleure connaissance client, et afin de proposer au Bénéficiaire des produits d'assurance adaptés aux besoins du Bénéficiaire. Les données pourront également être utilisées à des fins statistiques. **Le Bénéficiaire peut à tout moment s'y opposer selon les modalités précisées ci-après.**

L'Assureur FRD peut également communiquer les coordonnées personnelles du Bénéficiaire à des instituts d'enquêtes ou de sondage, agissant pour le compte exclusif de l'Assureur FRD et des sociétés d'assurance du Groupe Crédit Agricole, à des fins statistiques, sachant que le Bénéficiaire n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement. **Le Bénéficiaire peut exercer son droit d'opposition à ces enquêtes dès le premier contact.**

#### d) Exercice des droits du Bénéficiaire

En application de la réglementation en vigueur, le Bénéficiaire dispose, sur ses

données à caractère personnel, des droits :

- d'accès,
- de rectification,
- de l'effacement - l'oubli : notamment lorsque les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou lorsque le consentement du Bénéficiaire a été exclusivement requis pour le traitement et qu'il le retire (cas de la prospection commerciale par voie électronique par exemple), ou encore si le Bénéficiaire s'oppose au traitement. Toutefois, le Bénéficiaire ne dispose pas du droit à l'effacement ou à l'oubli lorsque les données concernées sont obligatoires, indispensables à l'exécution du Contrat d'assurance ;
- de limitation : notamment en cas d'inexactitude des données ou lorsque le Bénéficiaire conteste le fondement de l'intérêt légitime de collecte de la donnée ;
- **d'opposition au traitement de ses données, notamment à des fins de prospection commerciale, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un traitement obligatoire, indispensable à l'exécution du Contrat d'assurance ;**

- d'un droit à la portabilité qui permet au Bénéficiaire de demander le transfert de ses données à caractères personnelles qu'il a fournies et qui font l'objet d'un traitement automatisé dans le cadre de l'exécution du Contrat d'assurance. Le Bénéficiaire peut demander un transfert soit directement vers lui, soit vers un responsable de traitement qu'il aura indiqué à l'Assureur FRD. Ce transfert sera effectué dans un format structuré.

L'ensemble des droits du Bénéficiaire peuvent être exercés soit par email à : [donneespersonnelles-FINAREF-RISQUESDIVERS@ca-assurances.fr](mailto:donneespersonnelles-FINAREF-RISQUESDIVERS@ca-assurances.fr), soit par courrier simple à : FINAREF RISQUES DIVERS – Délégué à la Protection des Données – 75724 Paris Cedex 14.

Après épuisement des procédures internes de réclamation détaillées au paragraphe « Réclamation / Médiation », et en cas de désaccord persistant, la CNIL peut être saisie à partir de son site internet : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Le Bénéficiaire dispose également du droit de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique.

#### 11.3. Pluralité d'assurances

Si les risques couverts par le Contrat d'assurance sont couverts par une autre assurance, le Bénéficiaire doit informer l'Assureur FRD du nom de l'autre assureur auprès duquel une assurance a été souscrite dès que cette information a été portée à sa connaissance et au plus tard lors de la déclaration de Sinistre.

Conformément aux dispositions de l'article L121-4 du code des assurances, quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'elles produit ses effets dans les limites des garanties de chaque contrat, et dans le respect des dispositions de l'article L121-4 du code des assurances.

#### 11.4. Prescription

Toute action découlant du présent contrat est prescrite par deux ans. Ce délai commence à courir à compter du jour de l'événement qui donne naissance à cette action, dans les conditions déterminées par les articles L114-1 et L114-2 du code des assurances reproduits ci-dessous.

**Article L114-1** : « Toutes actions découlant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court : 1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assuré en a eu connaissance. 2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là. Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier. La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé. Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré ».

**Article L114-2** : « La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assuré à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité ». Au sens de l'article L114-2 ci-dessus, les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont les suivantes : - la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il se prescrivait (article 2240 du code civil), - la demande en Justice (articles 2241 à 2243 du code civil), - un acte d'exécution forcée (articles 2244 à 2246 du code civil).

#### 11.5. Réclamations – Médiation

##### • Assureur de Protection Juridique

En cas de désaccord sur l'application du Contrat d'assurance, le bénéficiaire peut adresser une réclamation à JURIDICA, service réclamation, 1 place Victorien Sardou, 78166 Marly le roi cedex. La situation du bénéficiaire sera étudiée avec le plus grand soin ; un accusé réception lui sera adressé sous 8 jours et une réponse lui sera alors adressée dans un délai de 40 jours (sauf si la complexité nécessite un délai complémentaire dont il sera informé). Si aucune solution n'a été trouvée, le bénéficiaire pourra ensuite faire appel au Médiateur de l'Assurance, en écrivant à l'adresse suivante- La Médiation de l'Assurance TSA 50110- 75441 Paris Cédex 09 ou sur son site internet <http://www.mediation-assurance.org>. Ce recours est gratuit. Le Médiateur formulera un avis dans les trois (3) mois à réception du dossier complet. Son avis ne s'impose pas et laisse au bénéficiaire toute liberté pour saisir éventuellement le Tribunal français compétent.

##### • Assureur FRD

En cas de désaccord sur l'application du Contrat d'assurance, le Bénéficiaire peut adresser une réclamation à : SPB – Département Satisfaction Clientèle - 71, Quai Colbert, 76095 Le Havre Cedex.

Si un désaccord subsiste à l'issue de ses échanges avec les services en charge des réclamations, le Bénéficiaire peut solliciter l'intervention d'un médiateur indépendant par courrier adressé à La Médiation de l'Assurance, TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09 dont la Charte de la médiation figure sur le site internet [www.mediation-assurance.org](http://www.mediation-assurance.org).

Les dispositions ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres voies d'actions légales.

#### 11.6. Subrogation

Conformément à l'article L121-2 du code des assurances, en cas de règlement partiel ou total d'indemnités, l'Assureur FRD est subrogé automatiquement dans tous droits et actions de le Bénéficiaire contre les tiers responsables du Sinistre à concurrence du montant des indemnités réglées. **Si, du fait de l'Assuré, la subrogation est devenue impossible, la garantie ne lui est pas acquise.**

#### 11.7. Sanctions internationales

##### • Assureur de protection juridique

« La garantie sera sans effet et l'Assureur de Protection Juridique ne sera pas tenu de fournir de garantie au titre du présent contrat dès lors que l'exécution du contrat d'assurance exposerait l'assureur aux sanctions, interdictions ou aux restrictions résultant des résolutions des Nations Unies ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union européenne, le Royaume-Uni ou les Etats-Unis d'Amérique.

##### • Assureur FRD

FINAREF RISQUES DIVERS, en tant que filiale du Groupe Crédit Agricole, respecte toutes les règles relatives aux Sanctions Internationales, qui sont définies comme les lois, règlements, règles ou mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou toutes mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés), émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment les mesures édictées par le Bureau de Contrôle des Actifs Étrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC et du Département d'État), ou toute autre autorité compétente ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions. En conséquence, aucune prestation ne pourra être payée en exécution du Contrat d'assurance si ce paiement contrevient aux dispositions sus-énumérées.